



Le logement cher les enrichissent et nous précarise : c'est la crise !

La crise du logement poursuit ses ravages tandis que Macron, Attal et Kasbarian l'expulseur et Ministre du délogement volent au secours des promoteurs et des spéculateurs. Ils criminalisent les occupants de locaux vacants et les locataires en difficulté, et attaquent les locataires HLM.

Toujours plus de jugements d'expulsion, (entre 130 et 140.000 en 2023) et d'expulsions menées par la police (21.500 en 2023, contre 3.300 il y a 40 ans), car jamais les loyers n'ont été aussi chers.

Toujours plus de sans-abris, qui survivent comme ils peuvent, sur les trottoirs, dans les caves et les cages d'escalier, sous les ponts, dans les bois, dans une voiture ou une caravane alors que 3,1 millions de logements sont vides. **La chasse à l'habitat de survie (cabane, bidonville, squat, caravanes ...) ou l'habitat léger avec des drones, se durcit. L'État chasse les sans-abris hors de l'Île de France à l'approche des JO ...**

Toujours plus de fraudes des bailleurs privés pour mieux exploiter et asservir leur locataire : non-respect de l'encadrement des loyers, du gel des loyers au changement de locataire en vigueur depuis 2012, des normes de décence, des interdictions de louer Airbnb&Co ... sans oublier les congés frauduleux à l'approche des JO, et les expulsions illégales ... c'est la fraude à tous les étages, impunie car il n'y a ni contrôle, ni sanction et c'est trop

compliqué, risqué, voire impossible pour un locataire d'attaquer son bailleur ...

Toujours plus de mal-logés sont entassés dans des logements humides, toujours plus loin des centres villes, et le gouvernement autorise la location de logements enterrés, d'1m80 sous plafond, de moins de 2m de large ... C'est son vrai projet pour nous loger !

Toujours plus de demandeurs HLM (2,6 millions de ménages) et toujours moins de HLM construits chaque année. On en détruit et on en vend chaque année de plus en plus (moins de 50 000 HLM supplémentaires par an). La cause de cette crise du logement inédite est la conséquence des politiques publiques en faveur de la spéculation, de la flambée des prix immobiliers et des loyers, du non-respect de la loi SRU (qui oblige les communes riches à réaliser 25% de HLM). Elle est renforcée par l'amputation des crédits au logement des classes populaires : baisse des APL, aides à la construction de HLM, ponction de l'État dans les caisses des HLM ..

dalidf@droitaulogement.org – 0142782200 – 29 Av Ledru-Rollin, Paris 11e – www.droitaulogement.org

Le logement est si cher que les classes moyennes et leurs enfants ont des difficultés pour se loger, si bien que Macron et son ministre du délogement, au lieu de lutter contre la spéculation, préparent une loi qui détricote la loi SRU,

attaque la stabilité des locataires HLM, rétabli le clientélisme des maires dans l'attribution des HLM ... Ils se moquent de nous loger, seuls les profits tirés de la surexploitation de ce besoin fondamental les intéressent !

DAL - Droit Au Logement - syndicat des sans-logis, des mal-logés et des locataires, organise des actions collectives pour obtenir des relogements en HLM, améliorer les lois et les politiques publiques, afin que chacun.es soient logé.es dignement. Ensemble, on est plus forts, et depuis 34 ans, des dizaines de milliers de familles adhérentes de DAL ont été relogées !

Face à cette violence et à cette brutalité sociale, notre problème est celui de tous les exploités du logement, locataires, mal-logés et sans-logis !

Unissons-nous car il y a des solutions pour loger tout le monde à loyer abordable :

- Application de la loi de réquisition pour les sans-abris, respect de la loi DALO et du droit à l'hébergement jusqu'au relogement, arrêt des expulsions, 300 000 logements sociaux/an !
- Baisse des loyers, hausse des APL, un service public qui contrôle et sanctionne la fraude locative !
- Taxation des profits tirés du logement cher, de la spéculation et de la rétention immobilière
- Lutte contre le « cancer Airbnb », et les passoires thermiques, le réchauffement climatique,
- Taxer les grandes fortunes, renforcer les services publics tels le logement, l'éducation, la santé...
- Abrogation des lois et projets de loi anti-pauvres et anti-locataires (lois Kasbarian, Boutin, ELAN ...)

Pour rejoindre DAL, agir pour le logement, connaître et défendre ses droits... :

dalidf@droitaulogement.org – 0142782200 – 29 Av Ledru-Rollin, Paris 11e – www.droitaulogement.org

DAL est présent sur les réseaux sociaux FB, X, Instagram